

Convention collective nationale

IDCC : 2668. – **SOCIÉTÉS DE SECOURS MINIÈRES**
(21 janvier 1977)

AVENANT DU 30 MAI 2007
RELATIF À LA RÉFORME DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NOR : ASET0750924M
IDCC : 2668

Entre :

La caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines,

D'une part, et

Le syndicat des cadres de santé et administratifs de la sécurité sociale minière CFE-CGC ;

La fédération des cadres supérieurs du régime minier CFTC ;

La fédération nationale des associations professionnelles des cadres supérieurs du régime minier ;

Le syndicat général des personnels des mines et assimilés FO,

D'autre part,

Vu le décret n° 2004-1172 du 2 novembre 2004 modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ;

Vu le décret du 30 décembre 2005, qui précise notamment :

« Un avenant aux conventions collectives visées à l'article 16 peut prévoir, à partir d'une date donnée, l'application d'une autre convention collective nationale pour les personnels recrutés à compter de cette même date. » ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse autonome nationale en date du 17 décembre 2003, qui prévoit notamment :

« La garantie de l'emploi de toutes les catégories de personnels relevant de la convention collective du régime, et l'assurance, pour les agents qui le souhaitent, de finir leur carrière sous cette convention, dans le cadre d'une évolution des structures et des œuvres, avec l'arrêt du recrutement à la convention minière et le remplacement négocié de la référence actuelle. » ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2006 relatif à l'institution et au classement des caisses régionales de la sécurité sociale dans les mines (CARMI) ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 25 septembre 1998 modifié fixant les conditions d'inscription sur la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction des organismes de sécurité sociale,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter de la date de création des CARMi, la convention collective nationale de travail des cadres supérieurs des sociétés de secours minières et de leurs établissements, des unions régionales et des assistants sociaux régionaux devient la convention collective nationale de travail des cadres supérieurs des caisses régionales de la sécurité sociale dans les mines.

A cette date, il convient de substituer dans la présente convention et ses avenants aux termes « unions régionales de sociétés de secours minières » et « sociétés de secours minières » les termes « caisses régionales de la sécurité sociale dans les mines ».

Article 2

La modification dans la situation juridique de l'employeur, constituée par la disparition des SSM et UR et la création concomitante des CARMi, entraîne l'application des dispositions de l'article L. 122-12 du code du travail.

Les agents titulaires d'un emploi de directeur, directeur adjoint, sous-directeur, agent comptable ou agent comptable adjoint de SSM ou d'UR sont reclassés, à la date de création des CARMi, dans un emploi visé par l'avenant du 5 avril 2006 relatif à la création des emplois de cadre supérieur des CARMi, et bénéficient des classifications figurant en annexe I au présent avenant. Cependant, à titre personnel, ils continuent à bénéficier du classement afférent à leur ancien emploi si celui-ci était plus favorable. Si les emplois de reclassement relèvent d'une classe inférieure sur la liste d'aptitude à celle dont relevaient les emplois d'origine, alors les agents conservent leur inscription dans la classe de la liste d'aptitude la plus élevée.

Les emplois de sous-directeur de niveaux 1, 2 et 3 sont ouverts à tous les sous-directeurs titulaires d'un poste à la date de création des CARMi. Le classement de ces agents sur la liste d'aptitude reste inchangé.

Les directeurs et agents comptables sont nommés dans le cadre de la procédure de nomination définie par le décret n° 2002-800 du 3 mai 2002 révisé.

L'échelle supplémentaire allouée aux directeurs et agents comptables qui, à la date de création des CARMi, exerçaient une double ou une triple fonction est remplacée à cette même date par une indemnité de même montant, maintenue à titre personnel pour ceux qui en bénéficiaient et étendue, le cas échéant, aux directeurs et agents comptables titulaires des CARMi en raison de la complexité des fonctions exercées, sous réserve qu'un contrat pluriannuel de gestion (CPG) soit conclu avec la CANSSM dans les 12 mois suivant la signature de la convention d'objectifs et de gestion nationale. Son versement débute dès l'entrée en vigueur du présent avenant.

Les directeurs et agents comptables des ex- SSM et UR qui ne sont pas nommés directeur ou agent comptable de CARMi sont, à leur demande, désignés directeurs délégués ou agents comptables secondaires rattachés à la CARMi issue de la SSM ou de l'UR dans laquelle ils exerçaient leurs fonctions.

Les emplois de « directeur délégué » et d'« agent comptable secondaire » sont affectés à titre personnel. La désignation sur ces postes garantit le maintien de la rémunération allouée aux agents concernés au titre de l'emploi dont ils étaient titulaires. Elle entraîne également le maintien de la position acquise à l'égard de la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction régie par l'arrêté du 25 septembre 1998.

Les cadres supérieurs de SSM ou d'UR autres que ceux visés au 4^e alinéa du présent article sont automatiquement intégrés à l'organigramme de la CARMI issue de la SSM ou de l'UR dans laquelle ils exerçaient leurs fonctions.

Ce reclassement ne remet pas en cause la rémunération allouée aux agents concernés au titre de l'emploi dont ils étaient titulaires.

Au cas où, après reclassement, il subsisterait des postes vacants, ces derniers seraient proposés en priorité, à titre exceptionnel, aux cadres supérieurs du régime minier souhaitant les occuper, le cas échéant à titre intérimaire, s'ils ne remplissent pas les conditions requises pour être titularisés dans ces postes.

Article 3

S'agissant des classifications et des rémunérations, à compter de la date d'agrément du présent avenant, les cadres supérieurs nouvellement recrutés et n'ayant pas occupé d'emploi dans le régime minier avant cette date bénéficieront des mêmes dispositions que le personnel de classification équivalente relevant du dispositif conventionnel applicable aux agents des caisses du régime général de sécurité sociale (annexe II).

Article 4

En ce qui concerne les cadres supérieurs techniques (informaticiens, agents de direction des établissements et assistants sociaux régionaux), les partenaires sociaux s'engagent à négocier, dès la signature du présent avenant, dans le cadre d'un avenant spécifique, les conditions de recrutement et de reclassement dans le cadre du droit d'option prévu à l'article 5 ci-après.

Article 5

Les cadres supérieurs titulaires, en fonction dans un organisme de sécurité sociale minière à la date d'agrément du présent avenant, peuvent, à compter de cette même date et à tout moment, faire valoir un droit d'option leur permettant d'être soumis aux mêmes règles conventionnelles que les agents visés à l'article 3.

Un avenant à la présente convention précisera ultérieurement les modalités de mise en place du droit d'option, en particulier en ce qui concerne le versement d'une indemnité compensatrice d'avantages en nature viagers.

Le droit d'option est permanent et l'option irrévocable.

Ce droit est également ouvert aux agents en fonction dans le régime minier à la date de création des CARMI et accédant à un premier emploi de cadre supérieur postérieurement à cette date.

Article 6

Le salaire issu de l'exercice du droit d'option ne peut être inférieur au salaire de référence de l'intéressé, déterminé comme suit :

« Brut fiscal annuel de l'agent reconstitué sur la base des valeurs connues au 31 décembre de l'année N, pour une assiduité normale, ramené à un temps plein le cas échéant, hors éléments variables tels que les indemnités de repas, les indemnités de déplacements ou les frais de mission. »

En cas de différence constatée par les parties, entre salaire de référence et salaire issu du reclassement, les salariés se voient attribuer un nombre de points UCANSS correspondants, sans que leur soit opposable le plafond conventionnel de rémunération de l'emploi considéré.

Article 7

Tous les agents relevant de la présente convention demeurent ou sont affiliés aux mêmes institutions de retraite complémentaire et de prévoyance, telles que visées à l'article 8 de la présente convention.

Article 8

L'article 17, dernier alinéa, de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Par référence minière nationale on entend les dispositions prises au plan national par les Charbonnages de France ou tout autre organisme qui s'y substituera, et permettant la mise en œuvre de la présente convention ne comportant pas une autre définition à cet égard. »

Article 9

Le présent avenant prend effet à sa date d'agrément.

Fait à Paris, le 30 mai 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Classement des emplois des CARMi (1)

CARMi de catégorie A :	
directeur	19 – 20 – 21
directeur délégué	(*)
directeur adjoint	17 – 18 – 19
sous-directeur niveau 1	16 – 17 – 18
sous-directeur niveau 2	15 – 16 – 17
agent comptable	18 – 19 – 20
agent comptable secondaire	(*)
agent comptable adjoint	15 – 16 – 17
CARMi de catégorie B :	
directeur	18 – 19 – 20
directeur délégué	(*)
directeur adjoint	16 – 17 – 18
sous-directeur niveau 1	15 – 16 – 17
sous-directeur niveau 2	14 – 15 – 16
agent comptable	17 – 18 – 19
agent comptable secondaire	(*)
agent comptable adjoint	14 – 15 – 16
CARMi de catégorie C :	
directeur	17 – 18 – 19
directeur délégué	(*)
directeur adjoint	15 – 16 – 17
sous-directeur	14 – 15 – 16
agent comptable	16 – 17 – 18
agent comptable secondaire	(*)
agent comptable adjoint	14 – 15 – 16
CARMi de catégorie D :	
directeur	16 – 17 – 18
directeur délégué	(*)
directeur adjoint	14 – 15 – 16
agent comptable	15 – 16 – 17
agent comptable secondaire	(*)
(*) Maintien du classement de l'emploi dont l'agent était titulaire dans son ancien organisme.	

(1) A titre personnel, les agents qui étaient en fonction dans l'un des ex-organismes constitutifs de la CARMi continuent à bénéficier du classement afférent à leur emploi si celui-ci était plus favorable.

ANNEXE II

Tableau de correspondance pour les agents de direction des CARMi

Classement convention minière. – Classement convention UCANSS

EMPLOIS RM (Avenant du 5 avril 2006)	EMPLOIS RG (CCN du 25 juin 1968)
CARMi de catégorie A : directeur directeur délégué (2) directeur adjoint sous-directeur niveau 1 sous-directeur niveau 2 agent comptable agent comptable secondaire (2) agent comptable adjoint (1)	Organisme de catégorie A directeur directeur adjoint niveau 2 ou 3 sous-directeur niveau 1, 2 ou 3 sous-directeur niveau 1, 2 ou 3 agent comptable
CARMi de catégorie B : directeur directeur délégué (2) directeur adjoint sous-directeur niveau 1 sous-directeur niveau 2 agent comptable agent comptable secondaire (2) agent comptable adjoint (1)	Organisme de catégorie B directeur directeur adjoint niveau 2 ou 3 sous-directeur niveau 1, 2 ou 3 sous-directeur niveau 1, 2 ou 3 agent comptable
CARMi de catégorie C : directeur directeur délégué (2) directeur adjoint sous-directeur agent comptable agent comptable secondaire (2) agent comptable adjoint (1)	Organisme de catégorie C directeur directeur adjoint niveau 2 ou 3 sous-directeur niveau 1, 2 ou 3 agent comptable
CARMi de catégorie D : directeur directeur délégué (2) directeur adjoint agent comptable agent comptable secondaire (2)	Organisme de catégorie D directeur directeur adjoint niveau 2 ou 3 agent comptable
<p>(1) L'emploi d'agent comptable adjoint, qui n'existe pas au régime général, est aligné sur celui de sous-directeur de CARMi niveau 1 ou 2.</p> <p>(2) Maintien de la position acquise à l'égard de la liste d'aptitude au titre de l'emploi dont était titulaire l'agent concerné (art. 2, alinéa 6).</p>	